

## Enquête (6)

# Sociogenèse du Front de gauche

## Syndicalistes entrés en politique avec le Front de gauche

**a**près le désastre de l'élection présidentielle de 2007 pour la gauche de gauche et les quelques mois d'hésitation sur les alliances politiques qui ont suivi, on a pu penser légitimement que l'apparition puis la consolidation progressive du Front de gauche à partir des élections européennes de 2009 allaient renouveler durablement le champ politique à la gauche du Parti socialiste. Cinq ans après, le doute s'est cependant installé, plus particulièrement chez celles et ceux qui avaient quitté l'un ou l'autre des partis de la gauche radicale et qui voyaient dans le Front de gauche une façon de (re) faire de la politique autrement.

Cela est plus particulièrement vrai pour ceux que l'on appellera ici les non encartés, qui ont participé aux activités du Front de gauche à partir de la campagne présidentielle de 2012, sans que celui-ci ne crée cependant les conditions pour y adhérer sans passer par l'une de ses composantes.

Le conseil de campagne pour l'élection présidentielle, qui deviendra ensuite le conseil national du Front de gauche, a pourtant constitué une innovation politique, au moins dans les intentions : sa composition devait en effet respecter une double parité, hommes/femmes, mais aussi membres d'une des composantes/non encartés. Ce qui a permis d'associer

LOUIS WEBER, AVEC LA CONTRIBUTION DE  
GÉRARD ASCHIERI, PIERRE KHALFA  
ET EVELYNE SIRE-MARIN

des personnes d'origines très diverses, pour qui la participation à une instance politique « partisane » était parfois une nouveauté absolue, et de vivre une expérience particulièrement stimulante, au moins jusqu'à la séquence électorale de 2012.

Dans la suite de notre série d'enquêtes sur la sociogenèse du Front de gauche, nous avons choisi cette fois d'interroger non pas un membre d'une des composantes du Front de gauche mais des personnes qui, avant de rejoindre celui-ci, militaient dans le mouvement social, plus particulièrement les syndicats. Nous n'avons en revanche pas retenu des syndicalistes connus au sein du Front de gauche comme Didier Le Reste, qui a certes une longue « carrière » syndicale derrière lui mais qui n'a jamais caché le fait qu'il était aussi un militant actif du Parti communiste. Ce qui l'a d'ailleurs conduit à être candidat aux législatives de 2012 et aux municipales de cette année sur les listes conduites par Anne Hidalgo à Paris. Ce qui ne veut évidemment pas dire que les

syndicalistes que nous avons interrogés sont vierges de tout engagement politique. Mais ils ont ceci en commun que jusqu'à la création du Front de gauche, leur engagement était exclusivement syndical. Avec ce critère certes assez grossier, nous avons sollicité Évelyne Sire-Marin, ancienne présidente du Syndicat de la magistrature, Gérard Aschieri, qui a été secrétaire général de la FSU jusqu'en 2010 et Pierre Khalfa, co-président de la fondation Copernic et ancien porte-parole de Solidaires. Aujourd'hui, Pierre Khalfa et Evelyne Sire-Marin ont rejoint la nouvelle composante du front de gauche, Ensemble.

### **Du syndicalisme au Front de gauche**

Pour bien comprendre la démarche de nos interlocuteurs, il est intéressant de revenir sur leur parcours. Un constat s'impose : au moins pour deux d'entre eux, le récent passage à la politique trouve un écho parfois lointain dans des engagements antérieurs. Gérard Aschieri, dont l'activité syndicale remonte à son passage à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm dans les années 1970, « cumulait appartenance au SNES et à l'Union des étudiants communistes. Il faut dire que c'était à l'époque un peu la règle pour beaucoup. Certes, les adhérents du SNES étaient plus nombreux. Mais le rapport était de un à deux et nous étions bien une quarantaine à l'UEC ». Ce qui montre une diversité, assez difficile à imaginer aujourd'hui, dont témoigne par exemple le fait que le président de la section de l'UEC à l'époque était le philosophe André Comte-Sponville. Gérard Aschieri a aussi adhéré au Parti communiste, pour s'en éloigner « sur la pointe des pieds » au moment de la rupture du programme commun en septembre 1977. « [II] ne supportait pas ce qu'il considé-

rait comme du sectarisme. » Il est cependant resté de « sensibilité communiste », ce qui dans son esprit veut dire qu'il a « continué à être influencé par les années passées dans ce milieu. » Il n'a jamais considéré le PS comme un adversaire tout en se sentant plus proche du PC. « Ce sont, je crois, des éléments qu'on ne peut pas ignorer pour comprendre ce que je ressens aujourd'hui ».

Le parcours politique initiatique de Pierre Khalfa a pris des chemins plus à gauche. Il a été membre de Révolution !, groupe qui a quitté la LCR en 1971, puis de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) qui lui a succédé en 1976 lorsque Révolution ! a fusionné avec les maoïstes de la Gauche ouvrière et paysanne venus du Parti socialiste unifié (PSU). Pierre Khalfa a rejoint avec d'autres la LCR après l'écroulement de l'OCT à la fin des années 1970. Mais, il n'a « jamais été trotskiste ». Pour lui, « la LCR offrait un cadre de discussion de ce que nous faisons syndicalement. J'étais à une cellule des Telecoms où on discutait essentiellement syndicat ». Plus précisément de l'activité syndicale au sein de la CFDT. « Cela s'est arrêté avec la création de Sud-PTT en novembre 1988, à laquelle la LCR était opposée au départ, alors que nous étions tous à la Ligue, sauf Annick Coupé ».

Pierre Khalfa a « toujours été intéressé par la politique mais était convaincu que la clé, ce n'était pas la politique mais le mouvement syndical et social et sa capacité de mobilisation. Cela permettait de peser sur les politiques publiques, créer des rapports de force, fondement d'une action politique alternative. Pour moi, les syndicats font de la politique, pas sur le plan électoral bien sûr, mais ils sont des acteurs politiques clés pour une éventuelle alternative. »

Pour Évelyne Sire-Marin, les responsabilités au sein du Syndicat de la magistrature ont coïncidé avec la période, autour de l'année 2000, où le « syndicat s'est ouvert sur l'extérieur en créant des liens entre syndicalisme judiciaire et syndicalisme des salariés. Avec la CGT et SUD, nous avons un intérêt commun pour les luttes dans la société (droit du travail, fichage des militants, etc.). C'était vrai pour les étudiants de l'UNEF, que nous rencontrions dans les manifs. Cette ouverture a porté aussi sur d'autres questions où la justice avait à voir : la propriété de la terre, la Palestine, les violences policières, etc. » Elle est entrée aussi à la Ligue des droits de l'Homme qui luttait beaucoup contre les diverses formes de répression induites par les lois Sarkozy ou les restrictions à la liberté d'expression. « Du coup, je passais du syndicalisme à une activité plus politique. Avec cependant un obstacle : aucun des partis qui existaient alors, ni le Parti communiste, encore moins le Parti socialiste, ne correspondait à mes attentes d'alors. »

### **Le choix du Front de gauche**

Pour Évelyne Sire-Marin, « quand le Front de gauche est apparu, cela m'a semblé être une structure plus large qu'un parti politique traditionnel, par son aspect rassembleur et par l'appel aux "non encartés". La dimension de collectif politique au sens large m'intéressait. Par ailleurs, je suis entrée aussi un peu par les fronts thématiques, plus exactement celui des libertés. La campagne plus le programme L'humain d'abord correspondaient à ce que j'attendais. »

Avant même d'être secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri a « participé à différentes initiatives dont l'objectif explicite était de faire le lien entre syndicalisme et les mouvements sociaux, et par consé-

quent avec la politique. Pour moi, la plus importante a été celle des États généraux du mouvement social<sup>1</sup>, à partir du mouvement de 1995. Déjà au SNES, mais surtout à la FSU, il y avait eu des tentatives pour penser autrement le rapport syndicat/politique. Le souci d'indépendance est ancien, il existait dès les années 1970 quand les communistes étaient majoritaires à la direction du syndicat. » Cela explique selon lui qu'il n'y a pas eu, comme par exemple à la CGT de « rupture » brusque, avec des affirmations comme : « on ne s'occupe plus de politique ».

« Cela n'a pas toujours été facile : en 2005, la FSU n'a pas par exemple appelé à voter non pour le référendum sur le traité constitutionnel européen, alors que tous ses textes allaient dans ce sens. Ce qui m'a conduit, résultat d'un compromis interne à la direction, à participer à des meetings pour présenter les positions, très critiques de la FSU, sans jamais utiliser le mot non. Y compris au grand meeting parisien de fin de campagne. »

« Ma culture syndicale, une culture FSU en fait, est fondée sur l'unité. La FSU a en effet ceci de particulier que la majorité dirige la fédération avec les minorités. Je pense d'ailleurs que c'est cette démarche unitaire qui a permis à la FSU de se faire une place dans le mouvement syndical, très encombré en France. Cela m'a à la fois servi et guidé pour entrer en politique. Deux événements m'ont marqué : la présidentielle de 2007 (après les espoirs de 2005) et la fragmentation

1. À l'origine, un appel de Pierre Bourdieu, en décembre 1995. Une première réunion a eu lieu en février, avec des intellectuels, des représentants du pôle des exclus (Droit au logement, AC !, etc.), des syndicalistes (SUD, les opposants à Nicole Notat au sein de la CFDT, la CGT et la FSU, rejoints notamment par les étudiants des deux Unef, la Confédération paysanne et le Syndicat de la médecine générale).

de la gauche de la gauche. J'étais très en colère ; et, à l'inverse en quelque sorte, la campagne des régionales en Île de France avec la liste conduite par Claire Villiers et Marie-George Buffet et, dans ce cadre, la possibilité donnée aux non encartés de jouer un rôle. »

« Mais le déclencheur de mon engagement public au Front de gauche a été mon départ du secrétariat général de la FSU en 2010. Marie-George Buffet m'a "offert" une place éligible sur la liste des régionales. J'ai refusé, parce que mon départ de la direction de la FSU était très proche et parce qu'après neuf ans à la tête de la FSU, je ne me voyais pas m'engager dans une campagne électorale, ce qui n'est pas de toute façon mon activité politique préférée. J'ai donc soutenu la liste, ce qui a donc été mon premier acte d'appartenance, tout au moins de soutien. Ce qui m'intéressait surtout, c'était la possibilité, évoquée en plusieurs lieux à l'époque, d'une adhésion directe au Front de gauche. »

Pierre Khalfa a progressivement changé d'avis sur le rôle des organisations politiques et mieux perçu les limites de l'action syndicale. Et d'abord au niveau européen : « J'ai passé dix ans de ma vie militante à essayer de faire avancer le Forum social européen, pensant que, pour le mouvement altermondialiste, cela pouvait être le moyen d'infléchir la construction européenne. Cela m'a convaincu que cela ne se ferait pas. D'où, pour moi, la nécessité du retour au niveau national, donc vers les partis politiques ». Il a fait un constat analogue pour le mouvement syndical. « Après quinze ans de syndicalisme, au cours d'une période qui a connu de grands mouvements sociaux, de grandes vagues tous les trois-quatre ans, j'ai bien été obligé de convenir que nous avons toujours perdu, sauf pour le

Contrat première embauche (CPE) en 2006. En plus, l'alternance droite-gauche aggravait plutôt la situation. »

Vinrent alors le bilan de la campagne de 2005 et la création du Front de gauche. « 2005 a montré qu'un processus de convergence était possible, associant syndicats, partis et mouvements, pour une majorité à gauche. J'ai essayé de participer au choix d'un candidat en soutenant José Bové. Mais 2007 a été un échec. Dès le départ, le Front de gauche apparaissait comme plus large qu'un tête-à-tête entre le Parti communiste et le Parti de gauche. Ce qui m'a conduit à m'engager ».

### Quel bilan ?

Les non encartés ont vécu des expériences diverses, selon leur degré d'engagement. Il faut tenir compte du caractère très pragmatique de certaines constructions. L'actuel Conseil national du Front de gauche résulte simplement d'un changement d'appellation du Conseil de campagne mis en place dès l'été 2011. Celui-ci rassemblait beaucoup de personnes, notamment des intellectuels et des artistes, dont l'engagement politique était étroitement lié à la campagne électorale. Il était donc à prévoir que leur participation au Conseil national n'allait pas être très assidue. Les critiques faites à certains aspects de la campagne allaient renforcer le mouvement de désaffection. Mais il y a aussi des causes « endogènes ». Le Conseil national est, la seule instance « fédérale » au sein du Front de gauche, avec les fronts thématiques. Mais, contrairement à ceux-ci qui s'intéressent à un thème ou à un segment particulier de la société, il n'a pas vraiment de grain à moudre si les composantes politiques ne lui en donnent pas. C'est ce qui s'est passé avec la (re)cartellisation déjà signalée, le Conseil national étant aujourd'hui

à peu près réduit à la paralysie (très peu de réunions, faible participation, tendances des représentants des principales composantes du Front de gauche à en faire un champ clos de rivalités, etc.).

Comment cette évolution a-t-elle été vécue ? Pour Évelyne Sire-Marine, « c'est avec Hénin-Beaumont que mon désarroi a commencé. Cela a montré pour moi l'impossibilité de se faire entendre si on n'était pas membre d'une des composantes. Je plaçais avec d'autres pour faire reconnaître l'existence des non encartés, ce qui pour moi devait être très différent d'une simple cooptation. Nous voulions une véritable représentation des inorganisés. Or la décision de présenter la candidature de Jean-Luc Mélenchon à Hénin-Beaumont était lourde de significations pour le Front de gauche. Elle n'a été prise nulle part, en tout cas dans aucun des lieux auxquels j'avais accès – j'étais pourtant une des personnes que l'on mettait en avant pour montrer la diversité du Front de gauche. Cela a constitué un choc, car au delà du fond – j'ai considéré cette candidature comme une faute politique – on revenait à un cartel d'organisations après une campagne présidentielle où on pouvait espérer avoir dépassé ce stade. Pour moi, à partir de ce moment-là, le Front de gauche devenait une coalition de partis et même de personnalités. »

Pierre Khalfa a son propre récit, pas très différent. « Nous avons raté la sortie de la présidentielle. La dynamique a continué un peu, certes. Mais il aurait fallu alors ouvrir les portes et les fenêtres, créer un appel d'air, notamment en direction des non encartés. Cela n'a pas été possible. Les responsabilités ont varié au cours du temps. Après juin 2012, celle du Parti de gauche m'apparaissait comme la plus nette, ses responsables

espéraient sans doute, ce qu'on peut comprendre, que beaucoup de celles et ceux qui avaient participé à la campagne le rejoindraient. Le Parti communiste hésitait mais, durant cette période du moins, aurait pu marcher. Du coup, il devenait très difficile pour les non encartés de trouver une place. Le Conseil national a dépéri, les non encartés ne sont plus venus. Le Front de gauche est (re)devenu un cartel où les rivalités entre organisations l'emportent sur tout le reste ».

Membre de la coordination du Front de gauche, la principale instance commune qui se réunit tous les lundis, depuis un an, il a vécu les choses de l'intérieur. « Heureusement que la coordination existe. Elle a permis de prendre un minimum de décisions communes, mais avec tensions très fortes. Ce que les municipales ont aggravé ».

C'est une situation que Gérard Aschieri, bien que moins engagé, « ressent très mal ». Pour lui aussi, « l'aspect cartel se renforce et j'ai du mal à voir où je pourrais me situer dans cet ensemble ». Il a pourtant vécu une expérience très positive au sein du Front de gauche de l'éducation, qui a produit régulièrement des analyses et des propositions dans son domaine. Il attribue cela à la relative sérénité dans laquelle il a travaillé, notamment grâce à la forte présence de personnes non encartées mais qui pèsent dans les débats très spécialisés sur l'éducation. Mais il constate la faible circulation des documents élaborés, sauf dans le réseau École du Parti communiste. En somme, « le Front de gauche n'a pas réussi à inventer les formes politiques nouvelles que beaucoup ont espéré ».

### Quelle suite ?

Évelyne Sire-Marine est pessimiste sur la situation au Front de gauche. « La

campagne présidentielle a montré sa force attractive pour beaucoup de militants, au-delà des partis. Mais il n'a pas su les garder et chacun des principaux partis leur a proposé d'adhérer, mais sans référence au Front de gauche. » Aux Estivales de 2012, on lui a proposé d'intervenir au cours du meeting de clôture. Elle a proposé la création d'une association pour accueillir les non encartés. Ce fut accueilli par un « refus ironique ». Elle regrette qu'il n'y ait pas eu d'efforts pour « pour garder l'énergie politique montrée au cours de la campagne ».

Les municipales sont devenues l'occasion d'un « duel entre le Parti de gauche et le Parti communiste », pour des raisons sans doute valables mais qui sont aussi devenues des prétextes à affrontement. « J'ai vécu comme un moment politique très fort la fin de la réunion du Conseil national de décembre 2012, quand j'ai vu Pierre Laurent supplier Eric Coquerel, qui n'est pourtant pas le responsable principal du Parti de gauche, sur le mode : réunissons-nous pour parler. » Pour elle, cela témoigne d'une cassure qu'il lui paraît difficile de résorber rapidement : « le Parti communiste poursuit son chemin et ses alliances ; le Parti de gauche dit : le Front de gauche c'est nous ». Tout s'est écroulé très vite et « la fulgurance de l'échec fait réfléchir sur l'engagement politique. »

Pour Gérard Aschieri, « le Front de gauche a jusqu'ici échoué à apparaître comme un recours pour toutes celles et ceux qui attendent une vraie politique de gauche ». Il y voit trois raisons : « Le Front de gauche a du mal à être perçu comme une alternative à l'offre politique à gauche ; un débat comme celui autour des listes à Paris me semble en fait cacher le vrai débat, qui n'a pas eu lieu : quelle stratégie d'alliances ? ;

les espoirs de voir le Front de gauche faire de la politique autrement se sont jusqu'ici révélés illusoire. » Il craint même que, paradoxalement, la création d'Ensemble renforce l'aspect qu'elle voudrait pourtant combattre : « Le risque est de voir apparaître une troisième force, voulant parler à égalité avec les deux autres. »

Faut-il une autre construction ? « Une chose est certaine : les militants pouvant être intéressés sont, pour la plupart, au Parti communiste. Il y a besoin que cela bouge. Comment ? Nous avons besoin d'un grand débat stratégique. Pourquoi n'arrivons-nous pas à faire bouger les lignes ? Les enquêtes du Cévipof par exemple montrent l'état dans lequel est la société et, notamment, le scepticisme et parfois le discrédit à l'égard de l'action politique. Je me pose une question à ce sujet, que l'on évacue en général : quelle est à cet égard la responsabilité des forces qui voudraient que cela change ? Nous n'arrivons pas à convaincre qu'un changement est possible. Ce qui repose toujours la question des alliances. Le fait, pour les principales composantes du Front de gauche, de vouloir gagner des positions n'est pas nouveau. Mais dans ce qui se passe aujourd'hui, il y a tout de même matière à réfléchir. Dans des villes comme Poitiers ou Le Mans, c'est l'incapacité de s'entendre au sein du Front de gauche qui a provoqué la reconduction des alliances avec le Parti socialiste et non pas les causes que l'on avance le plus souvent, c'est-à-dire la volonté de garder des positions au sein des municipalités dirigées par les socialistes. » Ce qui, pour Gérard Aschieri, « témoigne du fait qu'il n'y a pas de débat stratégique au Front de gauche ». Il trouve intéressantes les tentatives actuelles à gauche du Parti socialiste, comme celle de Marie-Noëlle Liene-

mann<sup>2</sup> ou même de Pierre Larrourou<sup>3</sup>. Sans doute ne conduiront-elles pas à grand-chose mais leur offre est intéressante : on ne fait pas la révolution, nous proposons quelques mesures qui rompent avec la politique actuelle. Simplification que le Front de gauche n'a pas toujours su faire jusqu'ici malgré le grand intérêt de son programme L'Humain d'abord.

Pour Pierre Khalifa, le diagnostic est le voisin : « à la racine, il y a l'incapacité du Front de gauche à apparaître comme une alternative. Cela concerne le programme : nous n'avons pas été capables de formuler quatre ou cinq revendications fortes qui auraient permis de nous "identifier". Le Front national sait très bien faire cela, évidemment avec des choix – sortie de l'euro, renvoi des étran-

gers, mesures protectionnistes – qui ne sont pas les nôtres. Nous avons essayé, le résultat a été une liste de trente mesures dont le nombre même brouille le message. Et puis, il y a la posture d'ensemble, qui n'est pas toujours lisible et dont deux variantes me semblent erronées. Celle du Parti communiste qui a commencé par dire que nous étions dans la majorité gouvernementale pour se rabattre ensuite sur la "majorité qui a battu Sarkozy". Celle du Parti de gauche, qui veut "parler cru et dru" pour exprimer la colère. Nous n'avons pas réussi à trouver une position intermédiaire équilibrée. D'où des crises successives : sur le vote du budget 2013 (abstention), la tentative du Parti communiste de marginaliser Jean-Luc Mélenchon au lieu de discuter de sa place dans le dispositif d'ensemble après la présidentielle, la réaction de ce dernier sur le mode "je fais ce que je veux". Au total, nous apparaissions comme incapables de définir un positionnement faisant consensus au sein du Front de gauche et dans l'opinion. C'est d'autant plus dommage que, selon les sondages, le Front de gauche ne s'est pas du tout écroulé sur le plan électoral. » ■

2. Présidente de Gauche Avenir, qui est un club, lancé en juin 2007, par 18 personnalités issues des diverses sensibilités de la gauche (responsables politiques, syndicaux ou associatifs, intellectuels, journalistes), rejoints par des milliers de signataires, qui prône le rassemblement de la gauche.
3. Fondateur en novembre 2013, après des allers-retours entre le Parti socialiste et Europe-Écologie-les Verts du Parti Nouvelle Donne, qui a pour objectif de présenter des candidats aux élections européennes de 2014.